

N° 5931¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002
concernant la protection de la santé et de la sécurité
des travailleurs contre les risques liés à des agents
chimiques sur le lieu de travail**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(16.10.2008)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 8 octobre 2008 à la Chambre des Députés par la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet la transposition de la directive 2006/15/CE de la Commission du 7 février 2006 établissant une deuxième liste de valeurs limites indicatives d'exposition professionnelle en application de la directive 98/24/CE du Conseil et portant modification des directives 91/322/CEE et 2000/39/CE. Il modifie le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail, en remplaçant son annexe 1 par une nouvelle annexe remplaçant la liste des valeurs limites contraignantes d'exposition professionnelle en tenant compte des valeurs limites indicatives introduites par la directive 2006/15/CE.

La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par l'article L. 314-2 du code du travail et par la directive 2006/15/CE de la Commission du 7 février 2006 établissant une deuxième liste de valeurs limites indicatives d'exposition professionnelle en application de la directive 98/24/CE du Conseil et portant modification des directives 91/322/CEE et 2000/39/CE.

La Chambre des Députés a été saisie des avis de la Chambre de Commerce du 11 avril 2008, de la Chambre des Métiers du 29 avril 2008, de la Chambre des Employés privés du 9 mai 2008 et de la Chambre de Travail du 16 mai 2008. La Chambre a également été saisie de l'avis du Conseil d'Etat du 11 juillet qui donne lieu à des observations.

Vu que la Haute Corporation note que la base légale du règlement sous examen est formée par l'article L. 314-2 du Code du travail, qui prévoit que le „règlement grand-ducal est à prendre sur avis du Conseil d'Etat et avec l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés“, le projet de règlement doit, sous peine d'illégalité, être soumis à l'assentiment de la Conférence des présidents.

La Conférence des Présidents constate que le gouvernement a tenu compte des modifications proposées par le Conseil d'Etat.

*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du projet de règlement grand-ducal et donne son assentiment au texte gouvernemental adapté suite aux observations formulées dans l'avis du Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 16 octobre 2008

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER